

Atelier n°28

Les réflexes indispensables pour mener à bien les opérations des collectivités locales

COLLECTIVITÉS
LOCALES - RURAL**NIVEAU DE DIFFICULTÉ :** ●●●**DURÉE :** 7 heures de formation**COÛT DE LA FORMATION :**

252€ TTC soit 210€ HT par participant

PUBLIC CONCERNÉ : notaires, clercs, collaborateurs**PRÉREQUIS :** Il n'y a pas de prérequis pour suivre cette formation.**MOYENS TECHNIQUES :** Cours dispensé en présentiel avec vidéoprojecteur.**MÉTHODES PÉDAGOGIQUES :**

Cours magistral et interactif (questions/réponses).

Exposés théoriques illustrés par des ateliers, étude de cas pratiques et mises en situation selon la répartition suivante : 70% théorie / 30% pratique. Accompagné le plus souvent d'un support numérique.

MÉTHODES D'ÉVALUATION :

Une évaluation de l'acquisition des compétences est réalisée au cours de la formation au travers d'un QCM.

MODALITÉS ET DÉLAIS D'ACCÈS :

Inscription sur :

<https://formation.adnov.fr/>.

- Les inscriptions sont possibles jusqu'au 17 mai 2024.
- Une confirmation d'inscription vous sera envoyée à l'issue de votre inscription.
- La convocation à la formation vous sera adressée environ 3 semaines avant le début de la formation accompagnée de la convention de formation et la procédure à suivre pour effectuer votre demande de subrogation.
- Pour chaque salarié inscrit, saisie par l'office des prises en charge Opco EP.
- Les supports de cours vous seront adressés au plus tard le jour de la formation.
- À l'issue de la formation et sous réserve de la réception de la feuille d'émargement signée, un certificat de réalisation (attestation de présence) vous sera envoyé.

OBJECTIFS :

À l'issue de la formation, le participant sera capable de :

- Acquérir les réflexes indispensables pour sécuriser vos actes avec les personnes publiques
- Assimiler le verbatim des collectivités territoriales
- Maîtriser la procédure d'adoption des délibérations et des actes administratifs
- Identifier les pièges procéduraux courants dans les opérations immobilières des collectivités locales

PÉDAGOGIE : Stéphanie TRINCAL, service Collectivités locales

Juriste-consultant au CRIDON LYON depuis : le 15 avril 2013.

Dans les matières suivantes : Droit administratif / Droit des collectivités locales (propriétés publiques, commande publique...) ; Droit des associations et autres groupements (fondations, fonds de dotation...) ; Droit de l'environnement (principalement installations classées pour la protection de l'environnement).

Programme**La répartition des compétences entre collectivités**

- Quelles sont les collectivités bénéficiant de la clause générale de compétence ?
- Que signifie les principes de spécialité et d'exclusivité pour un EPCI ?
- Une collectivité locale peut-elle acquérir ou prendre à bail un bien en dehors de son territoire ?

La répartition interne des compétences

- Quels sont les pouvoirs propres des organes délibérants des collectivités ?
- Quels sont les pouvoirs propres de l'exécutif ?
- Qui peut recevoir délégation et quelles peuvent être leur contenu ? Est-il possible de déléguer la décision de procéder à une acquisition ou une cession ? Un notaire peut-il recevoir délégation d'une collectivité ? Comment apprécier la notion d'empêchement de l'exécutif ?

De quelques conseils de rédaction des délibérations

- Quelle est la valeur des visas d'une délibération ?
- Dans quelles hypothèses un avis de la direction de l'immobilier de l'Etat doit-être sollicité ? Quelle est sa valeur ?
- Quel doit être le contenu d'une délibération décidant la cession ou l'acquisition ? Dans quel cas l'avis des domaines doit être visé ? Le nom de l'étude en charge de l'acte doit-il être mentionné ?

Les caractères exécutoire et définitif des actes

- Comment s'acquiert le caractère exécutoire d'une délibération ou d'un arrêté de délégation ? Quelles précautions devez-vous prendre ?
- Faut-il attendre le délai de recours des tiers et du préfet pour signer un acte ?

Les règles essentielles du droit de l'intercommunalité

- Comment se matérialise le transfert de compétences ? Où trouver la liste desdites compétences ?

- Le transfert de compétence s'accompagne-t-il d'un transfert des biens ? Quel est le sort des contrats et délibérations de la commune relatifs aux compétences transférées ?
- Dans quelles hypothèses les biens sont mis à disposition ? Quels sont les pouvoirs de l'EPCI sur ces biens ?
- Quels biens peuvent ou doivent être transférés en pleine propriété ?

Les règles essentielles de la propriété publique

- Comment distinguer le domaine public du domaine privé ? L'indication cadastrale est-elle suffisante ?
- Quelles sont les qualifications possibles des voies d'une collectivité ? Quelles sont les particularités attachées aux voies communales et chemins ruraux ?
- Quels sont les grands principes de protection des biens publics ?
- Quelle procédure respecter pour céder un élément dépendant du domaine public d'une collectivité ?

Les principales procédures immobilières des collectivités locales

- Quelles sont les procédures immobilières des collectivités locales soumises à publicité et mise en concurrence préalable ?
- Les échanges de biens sont-ils autorisés ?
- Quels sont les pièces comptables à fournir pour les acquisitions amiables poursuivies par une collectivité locale ? Dans quel cas le comptable public doit-il intervenir ?

Les principales infractions pénales concernant les élus locaux

- Quelles actions peuvent amener un élu ou un fonctionnaire à une prise illégale d'intérêt ?
- La méconnaissance des règles de mise en concurrence est-elle systématiquement qualifiée de délit de favoritisme ?
- L'absence de paiement de redevance d'occupation du domaine public constitue-t-elle un délit de concussion ?